



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Gard"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PRANC

Données au 27/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 28 112 710 731 euros

Nombre d'aides : 9 224 362

Nombre d'entreprises : 2 017 443

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 2 650 451 566 euros

Nombre d'aides: 934 855

Nombre d'entreprises : 211 140

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 323 417 555 euros

Nombre d'aides: 119 494

Nombre d'entreprises : 26 595



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT



Données au 14/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 137 274 336 998 euros

Nombre de prêts : 675 459

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 9 384 361 424 euros

Nombre de prêts : 66 978

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 944 770 015 euros

Nombre de prêts : 8 423



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 13/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 491 942 832 euros

Nombre de reports : 113 495

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

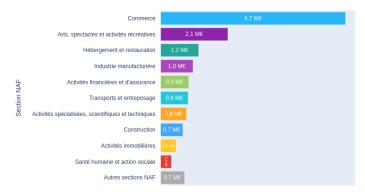


Montant total: 197 233 813 euros

Nombre de reports : 7 505

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 14 573 708 euros

Nombre de reports : 774



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 99 699 360 euros

Nombre d'aides: 127 605

Niveau Départemental : Gard

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 12 946 357 euros

Nombre d'aides: 17 328



ACTIVITÉ PARTIELLE

PANC MANCE

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Occitanie

